

Médiator[®], non

Le scandale du Médiator[®] est l'occasion de combattre activement les méfaits de l'industrie pharmaceutique sur la santé.

Entretien avec **Massilia Santé System**, collectif informel de soignants.

Pratiques : Face au scandale du Médiator[®], vous avez lancé un boycott des médicaments commercialisés par le laboratoire Servier. Comment avez-vous eu l'idée de cette initiative ?

Propos recueillis par **Martine Lalande**

Massilia Santé System : L'initiative est née d'une discussion collective suite au procès intenté par le laboratoire Servier contre les Editions-Dialogues.fr, aboutissant au retrait du sous-titre « combien de morts ? » du livre Médiator[®] de la pneumologue Irène Frachon¹. Alors que l'affaire n'était pas encore médiatisée, l'idée a germé au sein du collectif d'un appel au boycott de ce laboratoire par solidarité avec l'action du Docteur Frachon. En épluchant la liste des médicaments commercialisés par Servier, nous nous sommes aperçus que ce laboratoire faisait le choix de développer et maintenir sur le marché plusieurs molécules inutiles et dangereuses. Ce constat a renforcé notre décision initiale d'appel au boycott : une action symbolique contre une politique du médicament essentiellement commerciale.

Boycotter un seul laboratoire, même s'il est caricatural, ne risque-t-il pas d'éviter de poser la question de tous les autres médicaments inutiles et dangereux ?

Nous avons effectivement soulevé ce manque d'impartialité dès le début de l'action. Néanmoins, comme vous le soulignez, le laboratoire Servier s'est démarqué par son attitude caricaturale. La dissimulation sciemment orchestrée de la véritable nature pharmacologique du Médiator[®] (un dérivé amphétaminique et un dérivé d'un autre produit de son laboratoire, la dexfenfluramine – Iso-méride[®] – lui-même retiré du marché en 1997), ainsi que la multiplication des entraves pour tenter de faire échouer l'enquête du Dr Frachon sont pour nous des comportements inacceptables, justifiant le maintien de ce boycott à valeur d'« exemple ». Cependant, en prolongement de cette première initiative, nous travaillons actuellement, et en collaboration avec le Syndicat de la Médecine Générale (SMG), à l'élaboration d'un appel au boycott élargi aux médicaments inutiles et dangereux, tous laboratoires confondus.

Comment organisez-vous cette action ? Quelles sont les réactions des médecins, des patients que vous interpellez ?

Nous avons utilisé différents moyens pour diffuser

notre appel : un dépôt des tracts dans les boîtes aux lettres des médecins généralistes et cardiologues marseillais, une mise en ligne du boycott sur le wiki du collectif ainsi qu'une large diffusion par mail auprès de médecins de l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille – AP-HM (envoi de 1 500 mails). Cet appel n'a suscité que peu de retours : nous n'avons reçu que deux réponses argumentées et sept demandes d'arrêt de diffusion non justifiées. Voici la première réponse : « Il faut vraiment être stupide pour se priver de médicaments intéressants dans le but de "punir" une entreprise française qui travaille. Il y a eu des erreurs, certes, mais ce n'est pas aux médecins de décider et de punir, mais à la justice » ; voilà la seconde : « La fiche d'information est bien, mais vous devriez mettre les DCI³. Bonne initiative ! Assez des vrais parasites. »

Aucune action spécifique n'a été menée auprès des patients ; en revanche, nous avons joint à la page du boycott de notre wiki une aide à la procédure de déclaration de pharmacovigilance, afin d'accompagner au mieux les personnes ayant été exposées au Médiator[®].

Une dynamique est en train de se développer autour de vos actions. Est-ce que ce mouvement répond aux interrogations des jeunes médecins ? Des patients ?

Notre collectif est encore tout jeune et très peu connu. Nous ne nous réunissons régulièrement que depuis septembre 2010², date à laquelle suffisamment de personnes ont commencé à se connaître et se rassembler autour de problématiques de santé sur lesquelles nous voulions réfléchir et agir. Sa création a permis de glisser de discussions informelles entre amis à un espace d'échange plus actif. Nous pensons que l'échange est le commencement d'un « résister », pour vivre plus entièrement notre métier, en y incluant le dynamisme et l'enthousiasme de l'engagement social. Qu'il s'agisse de politique du médicament, du système de soins ou de formation médicale, l'intérêt d'un collectif est évident puisqu'il permet de ne pas être seul face à ces interrogations et d'observer de manière plus complète les dysfonctionnements.

Le collectif compte aujourd'hui une vingtaine de personnes et chaque réunion accueille un ou deux nouveaux membres. Nous sommes essentiellement des internes en médecine et jeunes médecins, mais nous comptons aussi des pharmaciens, un interne

« L'échange est le commencement d'un résister. »

§Collectif

§Formation initiale, Formation continue

§Médicament,

firmes pharmaceutiques

§Prescription

[http://](http://massiliasantesystem.com)

massiliasantesystem.com

en biologie, des externes. Il est encore trop tôt pour savoir si notre mouvement répond aux attentes d'un plus grand nombre de soignants ou à celles des patients.

Comment articulez-vous vos activités avec d'autres associations ou collectifs comme le Formindep ou « Europe et médicaments » ?

Les contacts sont assurés essentiellement par mails. Nous avons ainsi répondu à l'appel de Philippe Foucras du Formindep en mettant en ligne sur notre wiki divers témoignages concernant l'influence des laboratoires dans la formation des étudiants en médecine.

Quelles autres actions envisagez-vous sur le thème de l'indépendance de l'information des médecins ?

Nous ne manquons pas d'idées !

Tout d'abord, *Prescrire* est un outil de qualité dont nous souhaitons diffuser les valeurs d'indépendance vis-à-vis de l'industrie pharmaceutique. Ainsi, nous avons fait la promotion de la revue lors des choix de stage des internes après avoir rencontré leur équipe éditoriale à Paris (et nous allons continuer lors de prochains choix). Nous avons par la suite mené campagne pour que le Département Universitaire de Médecine Générale (DUMG) de Marseille propose aux internes le test de lecture *Prescrire* comme choix d'option validante en formation initiale. C'est déjà le cas dans de nombreuses facultés. Leur réponse a été de fournir, dans un premier temps, l'accès gratuit à la revue en ligne, depuis l'espace numérique que possède chaque étudiant. Affaire à suivre... Nous avons aussi demandé que la version papier soit disponible à la Bibliothèque Universitaire (BU) de Médecine, celle-ci n'étant actuellement disponible qu'à la BU de Pharmacie. Les deux BU formant un pôle budgétaire commun, il ne serait pas possible de souscrire à deux abonnements ; constat fâcheux pour de futurs prescripteurs : les étudiants des premier et second cycles n'ont, de fait, pas accès à cette revue au sein de leur propre BU.

Indépendamment de *Prescrire*, d'autres initiatives existent ou sont en cours de développement : vous trouverez sur notre wiki des liens vers des outils d'aide à la prescription sans l'influence des laboratoires (notamment FreeDiams, logiciel libre et gratuit d'aide à la prescription calculant les interactions médicamenteuses), et vers des sites de recherche indépendante. Beaucoup de projets existent, il s'agit de les faire connaître et de les promouvoir.

Une autre action est un projet Antipub qui est en cours d'élaboration, visant à diffuser des conduites à tenir simples pour tenter de purger définitivement les boîtes

aux lettres des médecins installés de la publicité indésirable émanant des laboratoires pharmaceutiques, ou du moins faire en sorte que ces mêmes laboratoires respectent la législation en proposant un recours de désinscription pour la publicité non sollicitée.

Enfin, parce que le rire nous semble une des meilleures portes d'entrée pour le questionnement, notamment parce qu'il crée une distanciation salvatrice quand il s'agit de parler des sujets qui fâchent, un projet « clownerie » est en cours. Il s'agira d'interventions brèves, avec nez rouges, dans des lieux hautement respectables et respectés du savoir/pouvoir médical, quelques minutes de mime pour jouer le manque d'esprit critique et les conflits d'intérêts.

Autres actions ?

A côté des lectures personnelles ou partagées, nous organisons des rencontres autour d'intervenants issus des sciences humaines et pouvant apporter un éclairage différent sur les problématiques du soin. Après Jean Peneff, sociologue que nous avons reçu autour de son livre *La France malade de ses médecins* en décembre dernier, nous sommes en train d'organiser une conférence-débat avec Olivier Razac, auteur notamment de *La grande santé, autour du biopouvoir*. La rencontre à l'équitable Café avec Philippe Pignarre, historien, écrivain et éditeur a également été un moment d'échange intéressant.

Nous avons aussi le projet d'inviter sur Marseille les personnels de la Case de Santé Toulousaine et des centres de santé Grenoblois, dans le but de faire connaître des pratiques médicales alternatives et engagées.

Enfin, un groupe de travail s'est créé sur la question de la souffrance chez les soignants, suite au silence et à l'absence de réactions devant des cas de suicides survenus à Marseille chez des étudiant(e)s en médecine.

Voilà pour nos principales actions en cours. Comme vous le voyez, les idées foisonnent et il y a du travail en perspective. Que les soignants de la région intéressés par nos initiatives n'hésitent pas à venir nous prêter main-forte ! Pour pouvoir faire connaissance, les réunions du collectif sont d'ailleurs désormais publiques et mensuelles. Avis aux amateurs ! ■

-
- 1. *Médiator® 150 mg. Combien de morts ?* devenant *Médiator® 150 mg.* Sous-titre censuré.
- 2. Le collectif Massilia Santé System se réunit tous les premiers mercredis du mois, à l'espace associatif « Mille Bâbords », 61 rue Consolat, 13001 Marseille.
- 3. Dénomination communes internationales.